



COMMUNIQUE DE PRESSE

Extinction Rebellion Strasbourg
Samedi 27 avril 2023, 17h.

Depuis maintenant plus de 35 heures, des militant·e·s écologistes d'Extinction Rebellion Strasbourg sont cadenassé·e·s par le cou devant le site de Stocamine, à Wittelsheim. Leur but : dénoncer le projet insensé de l'Etat français de confiner définitivement 42 000 tonnes de déchets toxiques stockés sous la plus grande nappe phréatique d'Europe.

Wittelsheim, vendredi 26 avril, 7h45 : une dizaine d'activistes se rapproche du site de Stocamine, dans lequel 42 000 tonnes de déchets hautement toxiques (cyanure, amiante, arsenic, polluants éternels etc.) sont actuellement stockés. Très vite, iels sont interpellé·es par des gendarmes postés partout dans la ville. Tous les effectifs de la compagnie de gendarmerie de Mulhouse, lourdement armés, avaient été dépêchés pour les empêcher d'approcher le site. Les activistes sont contrôlé·es à plusieurs reprises et fouillé·es. Ils avancent deux arguments : un arrêté du préfet du Haut-Rhin couplé d'un arrêté du maire de Wittelsheim interdisant quiconque de circuler à proximité. L'hypothèse d'un espionnage est probable.

Déjouant la surveillance, les activistes réussissent à se cadenasser par le cou à toute vitesse aux abords du site (technique dite du « necklocking »). Au même moment, les clés des cadenas sont acheminées par des petites mains à Paris et Mulhouse à destination de Christophe Béchu, ministre de la Transition Ecologique, et de Thierry Queffelec, préfet du Haut-Rhin. Tous les deux sont enjoins à venir sur place pour échanger avec les activistes : ils détiennent les clés des cadenas et, symboliquement, la « clé de l'avenir de 7 millions de personnes ». Plus de 34 heures plus tard, nous n'avons toujours aucune nouvelle de leurs services. A l'inverse, Emmanuel Fernandes, député LFI de la 2^{ème} circonscription du Bas-Rhin et Claude Gruffat, député européen des Ecologistes, ont fait le déplacement pour soutenir les militant·es. Tous sont d'accord : enfouir définitivement, avec 130 000 M3 de béton ces déchets toxiques serait une folie qui mettrait en péril l'approvisionnement en eau potable de 7 millions de personnes et des millions d'autres êtres vivants en France, en Suisse et en Allemagne. Le consensus scientifique est clair : à terme, les déchets contamineront inéluctablement la nappe phréatique.

Lors du stockage de déchets à la fin des années 1990, l'Etat s'était engagé à ce que cette solution soit temporaire et réversible. Or, aujourd'hui, 25 ans plus tard, les déchets se trouvent toujours dans les galeries et le gouvernement s'obstine à vouloir les bétonner, pensant se débarrasser ainsi du problème reléguant la responsabilité des déchets aux générations futures. L'Etat français, à travers Stocamine, s'inscrit une fois encore à contre-courant de notre temps avec cette décision, alors que l'accès à l'eau est un enjeu crucial pour nos générations actuelles et futures faisant face au changement climatique. Il s'obstine seul face à 98 % d'avis négatifs de la population, dans un enfouissement définitif de ces déchets, refusant de protéger l'une de nos ressources les plus élémentaires : l'eau. Les travaux ont déjà commencé le 24 avril, alors que plusieurs recours ont été déposés devant la justice. Le 24 avril, une requête en urgence de demande de mesure provisoire a été déposée pour obtenir la suspension

des travaux auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), jusqu'à ce que le tribunal administratif de Strasbourg statue sur la légalité de la décision d'enfouissement. Un ultime scandale a donné lieu à une saisine du procureur par le député Emmanuel Fernandes : l'équipe du député Emmanuel Fernandez a apporté la preuve que 1 650 tonnes de déchets souillés aux polluants éternels dépassant de 3 fois les normes autorisées (!) y ont été secrètement stockés. Ceci remet une fois de plus en cause la légalité du projet d'enfouissement définitif.

Face à ce désastre écocidaire, Extinction Rebellion Strasbourg exige l'annulation sans condition des travaux d'enfouissement définitif et le retrait immédiat des 42 000 tonnes de déchets hautement toxiques stockés sous la plus grande nappe phréatique d'Europe. Ils et elles enjoignent Christophe Béchu curieusement nommé « ministre de la Transition écologique » alors qu'il est en faveur du projet d'enfouissement définitif, à retrouver la raison et à se mobiliser réellement pour l'écologie. Ce samedi 27 avril en milieu d'après-midi, lui et le préfet du Haut-Rhin, Thierry Queffelec, étaient toujours attendus par les activistes cadencés par le cou. L'un-e d'eux l'assure : « Malgré le manque de sommeil, le froid et l'humidité, notre détermination reste sans faille ». Un-e autre renchérit : « Les politiques nous ignorent. C'est bien à l'image de la situation : ils la laissent s'enliser alors que 98% de la population est contre le projet Stocamine. Nous leur lançons un énième appel à venir nous rejoindre pour qu'une solution à cette crise écologique soit trouvée pour de bon. »

Extinction Rebellion Strasbourg appelle tous les collectifs, associations, ONG, partis politiques, riverain·e·s et citoyen·ne·s engagé·e·s pour l'environnement à nous rejoindre afin d'appuyer nos demandes et à communiquer massivement sur les réseaux sociaux. Faisons plier l'Etat français pour préserver le Vivant !

QUAND L'ESPOIR MEURT, L'ACTION COMMENCE.

Contact

Extinction Rebellion Strasbourg : strasbourg@extinctionrebellion.fr

Extinction Rebellion France : presse@extinctionrebellion.fr